



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE DANS LES PAYS
DE L'UEMOA**

Mai 2022



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE
L'UEMOA**

Mai 2022

SOMMAIRE

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	5
1.1. Activité économique dans le monde	5
1.3. Marchés des matières premières	7
1.4. Marchés financiers mondiaux	10
II. ACTIVITES ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	12
2.1. Production de biens et services	12
2.2. Inflation	15
III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITÉ ET SITUATION MONETAIRE	17
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire	17
3.2. Taux d'intérêt débiteurs	18
3.3. Liquidité bancaire	18
3.4. Situation monétaire	20
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA	22
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	22
4.2. Marché des titres de la dette publique	23
Sources : UMOA-Titres, BCEAO.	24
V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA	24
5.1. Perspectives de croissance dans l'UEMOA	24
5.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union	25
5.3. Perspectives d'inflation	26
ANNEXES STATISTIQUES	27

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE¹

1. Évolution récente

L'activité économique mondiale continue d'être affaiblie par les conséquences de la guerre en Ukraine, le resserrement de la politique monétaire pour contenir les pressions inflationnistes et la résurgence de la crise sanitaire en Chine, qui a induit des perturbations des chaînes de production et d'approvisionnement.

Aux **Etats-Unis**, en dépit d'une inflation à un niveau inédit depuis 1980, la demande intérieure reste solide (hausse de la consommation et des investissements). A cet effet, le rythme de croissance de l'activité économique s'est accru en avril 2022, l'indice PMI ressortant à 59,2 points, après une réalisation de 58,8 points pour le mois de mars 2022. Dans la **zone euro**, l'activité manufacturière s'est accrue en avril 2022, à un rythme moins élevé que le mois passé, en raison des difficultés d'approvisionnement et de la hausse des prix, qui ont pesé sur la demande. L'indice PMI pour le secteur manufacturier est passé de 56,5 points en mars à 55,5 points en avril 2022. L'économie **britannique** a, de son côté, connu un accroissement. L'expansion du secteur privé du Royaume-Uni a augmenté en avril 2022, l'indice PMI composite de l'activité globale ressortant à 58,2 points, après avoir atteint au mois de mars un plus haut depuis juin 2021, à 60,9 points. Au **Japon**, l'économie a progressé malgré les contrecoups économiques de la guerre en Ukraine, ainsi que l'arrêt de certaines usines en Chine. En effet, la recrudescence des cas de contaminations en Chine a davantage perturbé les chaînes de production et la demande externe de produits japonais. L'indice PMI manufacturier est ressorti à 53,4 points en avril 2022, contre 54,1 points en mars 2022.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité économique a connu des évolutions divergentes. En **Chine**, l'activité manufacturière est tombée en avril 2022 à son niveau le plus bas depuis février 2020. La croissance est freinée par une flambée épidémique des cas de Covid-19, dont les mesures d'endiguement ont pesé sur l'économie du pays. L'indice PMI manufacturier s'est établi à 47,4 points en avril 2022, contre 48,1 points en mars 2022. En **Inde**, l'activité économique s'est accrue, avec un indice PMI manufacturier ressortant à 54,7 points en avril 2022 contre 54,0 points en mars 2022. En **Russie**, l'économie s'est ressentie des effets des sanctions internationales. L'indicateur avancé PMI, ressortant à 44,7 points en avril 2022, après 44,1 points en mars 2022, atteste de la poursuite de la baisse du secteur manufacturier. En **Afrique du Sud**, l'activité a connu une relative progression, l'indice PMI est passé de 60,0 points en mars 2022 à 50,7 points en avril 2022. L'économie **brésilienne** a, quant à elle, connu une expansion de son secteur manufacturier, avec un indice PMI passant de 56,6 points en mars 2022 à 58,5 points en avril 2022. Dans les pays voisins de l'UEMOA, l'activité économique a connu une hausse, notamment au **Nigeria** où l'indice des directeurs d'achat (PMI) de Stanbic IBTC Bank Nigeria est passé de 54,1 points en mars 2022 à 55,8 points en avril 2022. Au **Ghana**, l'indice PMI composite montre un ralentissement du déclin de l'activité manufacturière, avec un indice PMI s'établissant à 48,3 points en avril 2022 après 47,2 points en mars 2022.

Dans la zone CEMAC, l'activité économique a été orientée à la hausse. Elle est portée par la bonne tenue de la demande intérieure et la hausse des cours du baril de pétrole, ainsi que le regain de reprise des secteurs sinistrés par la pandémie de Covid-19. Les incertitudes persistantes liées à la crise russo-ukrainienne et le début du resserrement des conditions

¹ Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 19 mai 2022

financières et monétaires au plan régional et international ont pesé sur les performances de la zone. Dans la zone CEMAC, il est attendu un taux de croissance de 4,0% en 2022.

Au niveau des économies des pays de l'UEMOA, les indicateurs de la conjoncture disponibles, ceux à fin mars 2022, font ressortir un renforcement de l'activité économique. En glissement annuel, la production industrielle a augmenté de 3,2% et le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est accru de 9,1%. En outre, les prestations des services marchands et des services financiers ont enregistré des hausses respectives de 8,0% et de 12,5%, après des progressions de 8,5% et 12,5% le mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une amélioration continue de l'activité.

En revanche, le rythme haussier de l'inflation s'est accentué dans les pays de l'Union pour ressortir, en glissement annuel, à 6,8% en avril 2022, après une réalisation de 6,6% le mois précédent. Cette accélération du rythme de progression du niveau général des prix est essentiellement imputable au renchérissement des céréales dans la plupart des pays de l'Union, induit par la baisse de la production céréalière de l'Union au cours de la campagne 2021/2022, ainsi que l'accentuation des difficultés d'approvisionnement des marchés. Elle est également en lien avec l'envolée des cours internationaux des denrées alimentaires importées par l'Union, exacerbées par le conflit russo-ukrainien.

Au titre de la situation monétaire et financière de l'UEMOA, les taux d'intérêt sur le marché monétaire sont demeurés faibles au cours du mois d'avril 2022, en ligne avec la politique monétaire accommodante poursuivie par la BCEAO depuis le déclenchement de la crise sanitaire. Sur les guichets des appels d'offres de la Banque Centrale, les injections de liquidité se sont poursuivies au taux fixe de 2,00% en vigueur depuis le 24 juin 2020. Le taux d'intérêt à une semaine du marché interbancaire est ressorti à 2,28% en avril 2022 contre 2,33% un mois plus tôt. Ces conditions favorables de mobilisation des ressources continuent d'être diffusées dans l'économie réelle, avec le maintien du niveau des taux débiteurs appliqués par les banques aux concours octroyés à leur clientèle (6,28% en mars après 6,25% en février 2022).

La masse monétaire a enregistré une progression de 11,9%, en glissement annuel, à fin mars 2022 contre 13,8% un mois plus tôt. Le ralentissement de la masse monétaire est en lien avec la baisse des avoirs extérieurs nets. Les réserves officielles de change de la Banque Centrale assurent 5,2 mois d'importations de biens et services, contre 5,8 mois en février 2022. Le taux de couverture de l'émission monétaire se situe à 79,9%, contre 80,8% au mois de février 2022.

2. Perspectives

Selon les prévisions effectuées par la BCEAO sur la base des informations disponibles, le PIB réel de l'UEMOA progresserait, en variation annuelle, de 5,4% et 5,2% aux deuxième et troisième trimestres 2022, respectivement, après une hausse de 5,6% le trimestre précédent. Les performances économiques seraient tirées par la bonne tenue des services et des activités de commerce, ainsi que de la demande extérieure des produits de base.

En ce qui concerne le niveau des prix, sur la proche période, les informations disponibles font état d'une accélération du rythme de progression du taux d'inflation, en glissement annuel, à 6,9% à fin mai et 7,0% à fin juin 2022. La hausse des prix serait en lien avec le renchérissement des produits pétroliers et alimentaires.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

L'activité économique mondiale continue d'être affaiblie par les conséquences de la guerre en Ukraine, le resserrement de la politique monétaire pour contenir les pressions inflationnistes et la résurgence de la crise sanitaire en Chine, qui a induit des perturbations des chaînes de production et d'approvisionnement.

Aux **Etats-Unis**, en dépit d'une inflation portée à un niveau inédit depuis 1980, la demande intérieure est restée solide (hausse de la consommation et des investissements). A cet effet, le rythme de croissance de l'activité économique s'est accru en avril 2022, l'indice PMI ressortant à 59,2 points, après une réalisation de 58,8 points pour le mois précédent. Dans la **zone euro**, l'activité manufacturière s'est accrue en avril 2022, à un rythme moins élevé que le mois passé, en raison des difficultés d'approvisionnement et de la hausse des prix, qui ont pesé sur la demande. L'indice PMI pour le secteur manufacturier est passé de 56,5 points en mars à 55,5 points en avril 2022.

L'économie **britannique** a, de son côté, connu un accroissement. Le secteur privé du Royaume-Uni a poursuivi son expansion en avril 2022, l'indice PMI composite de l'activité globale ressortant à 58,2 points, après avoir atteint au mois de mars son plus haut niveau depuis juin 2021, soit 60,9 points.

Au **Japon**, l'économie a progressé malgré les contrecoups économiques de la guerre en Ukraine, ainsi que l'arrêt de certaines usines en Chine. En effet, la recrudescence des cas de contaminations en Chine a davantage perturbé les chaînes de production et la demande externe de produits japonais. L'indice PMI manufacturier est ressorti à 53,4 points en avril 2022, contre 54,1 points en mars 2022.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité économique a connu des évolutions divergentes. En **Chine**, l'activité est tombée en avril 2022 à son niveau le plus bas depuis février 2020. Elle est plombée par une flambée épidémique des cas de Covid-19, dont l'endiguement a pesé sur l'économie du pays. L'indice PMI manufacturier s'est établi à 47,4 points en avril 2022, contre 48,1 points en mars 2022. En **Inde**, l'activité économique s'est accrue, avec un indice PMI manufacturier ressortant à 54,7 points en avril 2022 contre 54,0 points en mars 2022. En **Russie**, l'économie s'est ressentie des effets des sanctions internationales, l'indicateur avancé PMI montrant la poursuite du déclin du secteur manufacturier. Il est ressorti à 44,7 points en avril 2022, après 44,1 points en mars 2022. En **Afrique du Sud**, l'activité a connu une relative progression, l'indice PMI est passé de 60,0 points en mars 2022 à 50,7 points en avril 2022. L'économie **brésilienne** a, quant à elle, connu une expansion, avec une hausse de l'indice PMI manufacturier de 56,6 points en mars 2022 à 58,5 points en avril 2022.

Dans les pays voisins de l'Union, l'activité économique a connu une hausse, notamment au **Nigeria** où l'indice des directeurs d'achat (PMI) de Stanbic IBTC Bank Nigeria est passé de 54,1 points en mars 2022 à 55,8 points en avril 2022. Au **Ghana**, l'indice PMI composite de l'activité manufacturière passe à 48,3 points en avril 2022 après 47,2 points en mars 2022. Le remontée de l'activité traduit un début de l'amélioration des conditions commerciales dans le secteur privé ghanéen, les fortes pressions inflationnistes étant atténuées par l'action de la Banque Centrale en date du 21 mars 2022.

Dans la zone CEMAC, l'activité économique a été orientée à la hausse. Elle est portée par la bonne tenue de la demande intérieure et des cours du baril, ainsi que le regain de reprise des secteurs sinistrés par la pandémie de Covid-19. Les incertitudes persistantes liées à la crise russo-ukrainienne et au resserrement des conditions financières et monétaires au plan national et international ont pesé sur les performances de la zone. Dans la CEMAC, il est attendu un taux de croissance de 4,0% en 2022.

1.2. Actions des banques centrales

Malgré le risque de récession qui plane sur les économies, plusieurs banques centrales à travers le monde ont commencé à resserrer leur politique monétaire pour faire face à la hausse persistante de l'inflation.

Au niveau des pays avancés, les banques centrales des Etats-Unis, d'Angleterre, de la Suède et du Canada ont resserré leur politique monétaire. La Banque centrale américaine (FED) a, le 4 mai 2022, relevé, dans une décision unanime, son principal taux directeur, de 50 points de base, portant ainsi le taux des Fed Funds dans une fourchette de 0,75% à 1 %. Le Comité de politique monétaire (FOMC) de la FED n'exclut pas de nouvelles hausses de taux, si la guerre en Ukraine et les nouveaux confinements en Chine aggravent la pression sur les prix et les problèmes de logistique. En mars 2022, la Réserve fédérale avait procédé à sa première hausse de taux depuis 2018, avec un palier plus prudent, de 25 points de base.

La Banque Centrale Européenne (BCE) a entamé un exercice de préparation des marchés à une première hausse des taux en juillet 2022. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, a indiqué que face à la flambée de l'inflation, la BCE mettra un terme à ses achats nets d'actifs en juin 2022 et va relever les taux quelque temps après. La Banque d'Angleterre (BoE) a, le 5 mai 2022, relevé son taux d'intérêt de 25 points de base dans le but de contenir l'inflation, qui pourrait dépasser 10% au quatrième trimestre et provoquer une contraction de l'économie. Avec une progression de 0,25 point, cette quatrième hausse consécutive porte à 1% le taux directeur de la banque centrale britannique.

La Banque du Japon (BoJ) a, le 28 avril 2022, maintenu ses mesures de relance économique. A cet effet, la BoJ s'est engagée à maintenir les taux d'intérêt à un niveau faible, signalant ainsi sa détermination à soutenir une économie fragile, alors même que la forte hausse des coûts des matières premières commence à impacter l'inflation. La hausse des prix à la consommation, qui a atteint 0,8% en mars 2022, devrait s'accélérer pour atteindre environ 2% à partir du mois d'avril 2022. De son côté, la Banque centrale suédoise a, le 28 avril 2022, relevé de 25 points de base son taux directeur, le remontant ainsi au-dessus de zéro, pour la première fois depuis septembre 2014.

La Banque du Canada (BdC) a, le 13 avril 2022, relevé son taux directeur de 50 points de base à 1%, pour lutter contre l'inflation galopante qui devrait atteindre 6% en moyenne durant le premier semestre de 2022. La BdC a également annoncé amorcer le resserrement quantitatif à partir du 25 avril 2022. L'institution a, par ailleurs, souligné que le conflit en Ukraine était une source d'incertitude économique qui perturbe la reprise mondiale.

La banque centrale de Suède a, le 28 avril 2022, relevé son principal taux directeur d'un quart de point, à 0,25%, une première hausse depuis 2019. La Banque centrale a laissé entendre qu'elle vient d'amorcer un nouveau cycle de sa politique monétaire face à l'inflation, avec des hausses attendues dans les prochains mois.

Dans les pays émergents, la Banque centrale de Russie (BdR) a abaissé son taux directeur pour le ramener de 17% à 14%, estimant que les risques sur la stabilité financière se sont atténués. Il s'agit de la deuxième baisse en moins d'un mois. La Banque centrale russe, après avoir drastiquement augmenté de 9,5% à 20,0% son taux directeur dans la foulée des premières sanctions suite à l'entrée des troupes russes en Ukraine fin février 2022, l'avait déjà abaissé une première fois le 8 avril 2022, le ramenant à 17%. Quant à la Banque Centrale de Chine, elle a, le 15 avril 2022, annoncé une baisse du taux de réserve obligatoire des banques. Cette mesure est destinée à soutenir l'économie, au moment où le confinement de Shanghai pénalise lourdement l'activité. Le taux de réserve obligatoire a été abaissé de 25 points de base dès le 25 avril 2022. La mesure allège la pression sur les établissements financiers pour les encourager à accorder davantage de crédits, à des conditions plus favorables, aux entreprises et, in fine, à soutenir l'économie.

La Banque Centrale du Brésil, pour tenter de freiner l'inflation, a relevé, le 5 mai 2022, son taux directeur d'un point à 12,75%, son plus haut niveau depuis cinq ans. Il s'agit de la dixième hausse consécutive depuis mars 2021, quand le taux directeur se situait à son plancher historique de 2,0%. S'agissant de l'Afrique du Sud, sa banque centrale a procédé le 19 mai 2022 à une augmentation de 50 points de base de son taux, pour le porter à 4,75%, afin de prévenir les effets secondaires potentiels de la hausse des prix à la consommation. Cette décision fait suite à la hausse de 25 points de base opérée respectivement le 27 janvier et 24 mars 2022.

Dans la sous-région ouest-africaine, la Banque du Ghana a, le 21 mars 2022, relevé son principal taux directeur de 250 points de base, à 17%. L'objectif est de lutter contre la hausse des prix et la dépréciation de la monnaie nationale, dans un contexte où la dette est élevée et les finances publiques fragiles. En avril 2022, le taux d'inflation est ressorti à un niveau record de 26,6%, après des réalisations de 19,4% et 15,7% en mars et en février 2022, respectivement. Certains analystes estiment que ces fortes augmentations des prix pourraient conduire la banque centrale à resserrer encore sa politique monétaire lors de sa réunion du 18 au 23 mai 2022.

Au Nigeria, malgré le renforcement des pressions inflationnistes (+16,8% en avril 2022, après +15,9% en mars), la Banque centrale continue de maintenir son taux directeur à 11,5%. Cette décision découle d'une démarche de précaution, dans le contexte actuel marqué par des chocs économiques et financiers exercés par la guerre entre l'Ukraine et la Russie.

Dans la région Afrique centrale, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a, en fin du mois de mars 2022, augmenté de 50 points de base son taux directeur pour le porter de 3,5% à 4,0%, dans le but de contenir les risques pesant sur la stabilité monétaire de la région.

1.3. Marchés des matières premières

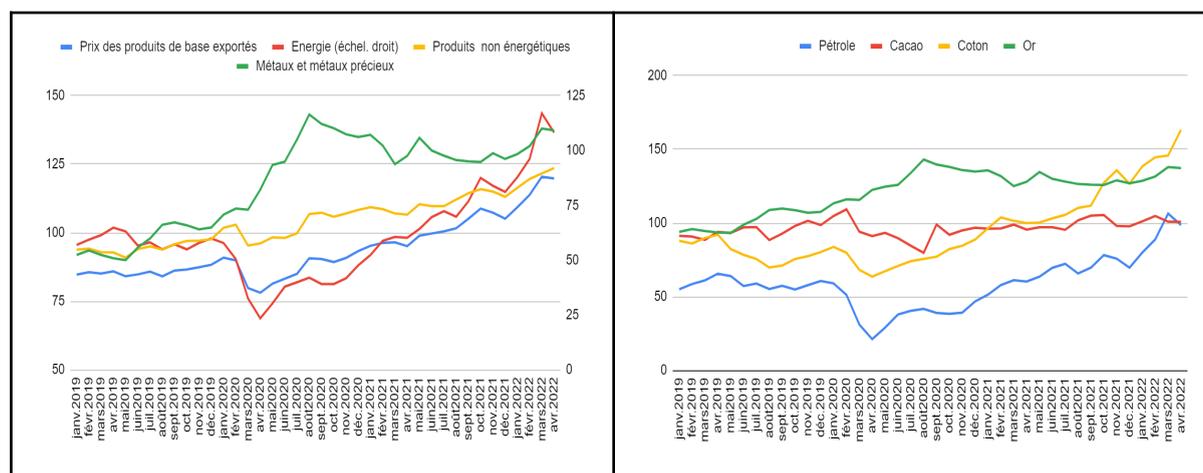
Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union se sont repliés, sous l'effet des inquiétudes touchant la demande mondiale, notamment en Chine où les mesures de zéro covid-19 ont limité la production. En revanche, les cours des produits alimentaires importés se sont inscrits en hausse, portés par les difficultés d'approvisionnement des marchés induites par la guerre en Ukraine.

Les prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'Union enregistrent une légère baisse, en variation mensuelle, de 0,5%, après une hausse de 5,8% en mars 2022, en lien avec les incertitudes touchant la demande mondiale. La baisse du mois d'avril 2022 est consécutive à une période de mars particulièrement caractérisée par des hausses vertigineuses des cours suite aux effets de la guerre en Ukraine. Les baisses des prix concernent les produits

énergétiques (-7,5% en avril 2022 contre +21,6% en mars 2022), tandis que les produits non énergétiques ont connu une hausse (+1,7% en avril contre +1,6% en mars 2022). Le repli des cours du gaz (-7,9% contre +30,5%) et du pétrole (-7,4% contre +19,7%) explique la baisse des prix de l'énergie. Cette situation traduit une détente après le pic important durant le mois de mars 2022 du fait des effets de la guerre russo-ukrainienne. Le déblocage massif des réserves stratégiques dans les pays membres de l'Agence internationale de l'énergie, le ralentissement de la demande dû au confinement en Chine et le renforcement du cours du dollar ont accentué la tendance baissière des prix du pétrole. La hausse des cours des matières premières non énergétiques exportées par les pays de l'Union concerne le **phosphate** (+39,6%), le **coton** (+12,0%), le **Zinc** (+10,1%), le **caoutchouc** (+0,9%) et l'**uranium** (+0,3%). En revanche, les cours de l'**huile de palmiste** (-17,9%), l'**huile de palme** (-4,8%), la **noix de cajou** (-1,8%), du **café** (-0,8%) et du **cacao** (-0,1%) se sont repliés.

La forte demande, la hausse des prix des produits agricoles et la limitation des exportations de la Russie ont pesé sur les cours du **phosphate**. Les cours du **coton** ont été soutenus par l'espoir d'une demande plus forte et les inquiétudes concernant les approvisionnements. En revanche, les prix du **cacao** ont été affectés par la faiblesse de la demande, avec les broyages de cacao nord-américain baissant de 2,8% à 114.694 tonnes au premier trimestre 2022, et la perspective d'augmentation de la production en Côte d'Ivoire. Les attentes d'une hausse plus rapide des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine ayant stimulé la demande de dollar ont tiré les cours de l'**or** à la baisse. Les prix du **caoutchouc** sont impactés par les inquiétudes persistantes, avec le ralentissement des ventes de véhicules. En outre, la demande de pneus a été affaiblie en Chine, en raison de l'augmentation des cas de Covid-19 et de nouveaux confinements. La perspective d'une hausse de la production de café, notamment au Brésil et en Indonésie, a pesé sur les cours de ce produit.

Graphique 1 : Evolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à avril 2021, les prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 26,0%, après une réalisation de 26,6% le mois précédent. La hausse des cours concernent les produits énergétiques (+79,6%), comme le gaz naturel (+204,4%) et le pétrole (+64,0%), ainsi que les produits non énergétiques (+16,1%), dont des produits alimentaires (+6,7%) : les huiles végétales (+37,5%), le café (+51,1%) et le cacao (+3,6%), d'autres matières premières agricoles (+52,2%) : le coton (+62,4%) et le caoutchouc (+29,3%) et les matières

minérales (+7,2%), dont le zinc (+54,1%), l'uranium (+3,5%), les engrais (+162,6%) et l'or (+10,0%).

Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA ont connu une hausse de 0,8% en avril 2022, après un accroissement de 12,3% un mois auparavant. Les prix ont été soutenus par les difficultés d'approvisionnement des marchés. Les hausses concernent les **huiles végétales** (+4,8%), le **riz** (+1,7%) et le **sucre** (+1,3%). En revanche, les cours du **blé** se sont repliés (-5,1%).

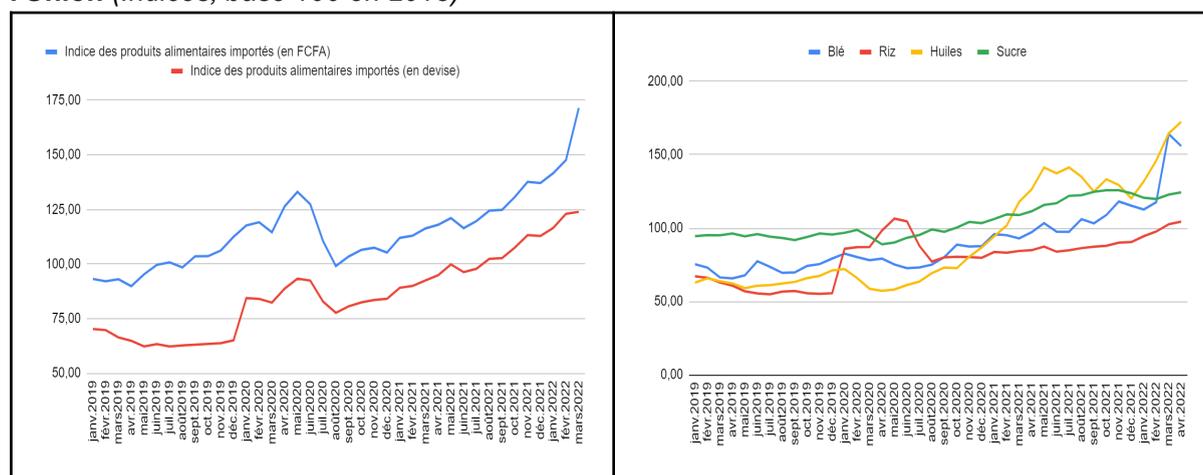
Les cours des **huiles** ont été soutenus par les perspectives d'une forte demande pour les approvisionnements américains et les perturbations des expéditions en provenance de la région de la mer Noire. Le mauvais temps dans certaines parties du Brésil et de l'Argentine, qui réduit la production d'oléagineux, associé à des coûts de fret plus élevés, a renforcé la hausse des prix de ces produits.

Les prix du **riz** sont portés par la forte demande dans l'industrie de l'alimentation animale. Ce produit est devenu un substitut au blé et au maïs, en particulier en Chine, le plus grand marché mondial d'aliments pour animaux. Cette tendance a été accentuée par la limitation des expéditions de céréales (blé et maïs notamment) en provenance de la Russie et de l'Ukraine, en raison de la guerre.

Les prix du **sucre** sont portés par la baisse de la production au Brésil, les usines ayant choisi d'utiliser la canne à sucre pour produire des biocarburants.

En revanche, les prix du **blé** sont impactés par des conditions météo plus rassurantes, avec l'arrivée annoncée de précipitations sur l'ensemble des zones de culture. La dégradation de la situation sanitaire en Chine, qui a induit une baisse de la demande, a renforcé la tendance.

Graphique 2 : Evolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2021, les prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 30,6% en avril 2022, après un accroissement de 33,0% le mois précédent. Cette tendance haussière a été imprimée par le renchérissement au plan international du blé (+60,4%), des huiles végétales (+36,4%), du riz (+23,0%) et du sucre (+11,6%). Exprimée en franc CFA, la hausse des prix des produits

alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'établit à +45,3%, tirée par les accroissements des prix du blé (+77,2%), des huiles (+54,3%), du riz (+35,9%) et du sucre (+20,0%).

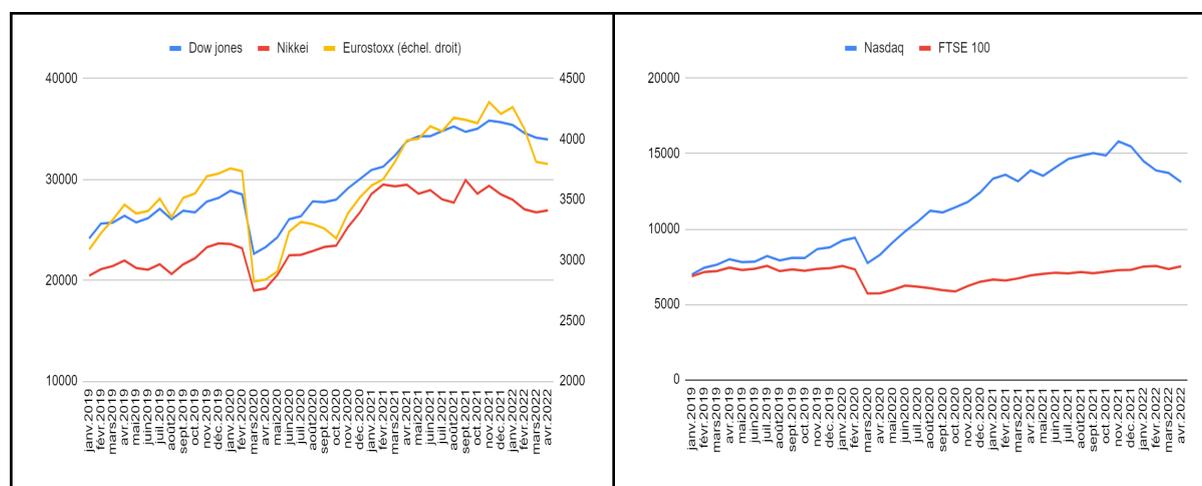
1.4. Marchés financiers mondiaux

Les marchés financiers mondiaux ont connu des évolutions contrastées en avril 2022. Les investisseurs ont été, à la fois, influencés par les mauvaises perspectives en lien avec la crise découlant de la guerre russo-ukrainienne, les inquiétudes suscitées par les fortes pressions inflationnistes et les réactions des différentes banques centrales des économies du monde pour tenter de juguler l'inflation et préserver la croissance post pandémie.

1.4.1. Les places boursières

Les indices boursiers sous-régionaux et internationaux ont connu des évolutions contrastées sur la période récente. Au niveau africain, hormis les cours boursiers du Ghana (GSE : -1,5%) et de l'Afrique du Sud (FTSE : -3,5%), ceux des autres pays se sont accrus : MASI du Maroc (+2,3%), NSE du Nigeria (+2,2%). Au plan international, la tendance est restée globalement baissière. Aux Etats-Unis, les indices du Nasdaq et du Dow Jones se sont contractés respectivement de 3,8% et 0,2% par rapport à leur niveau du mois de mars 2022. De même, en Europe, l'indice EuroStoxx 50 de la zone euro s'est replié de 0,1%. En revanche, au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a enregistré une hausse de 2,9%. Au Japon, l'indice Nikkei 225 a également connu une croissance de 1,2% au cours du mois d'avril 2022.

Graphique 3 : Evolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

En avril 2022, sur la base de l'indice calculé par la BCE, la monnaie européenne s'est dépréciée de 1,2%, après une baisse de 0,3% le mois précédent. L'affaiblissement de l'euro est en lien notamment avec les pressions inflationnistes, qui ont induit une divergence dans l'orientation de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) d'avec celle des autres grandes banques centrales du monde (FED, BoE, Banque du Canada, etc). La devise de la zone euro s'est dépréciée vis-à-vis du dollar américain (-2,3%), de la couronne suédoise (-2,0%) et du franc suisse (-0,1%). En revanche, elle s'est renforcée à l'égard du yen japonais (+4,3%) et de la livre sterling (+0,3%). L'euro s'est déprécié à l'égard des monnaies des pays émergents (rouble russe

: -26,0%, peso mexicain : -4,4%, roupie indienne : -2,3%, livre turque : -1,5%, rand sud africain : -0,8% et yuan chinois : -0,4%).

Graphique 4 : Evolution du taux de change de l'euro face aux principales devises

(Indices, base 100 en 2016)

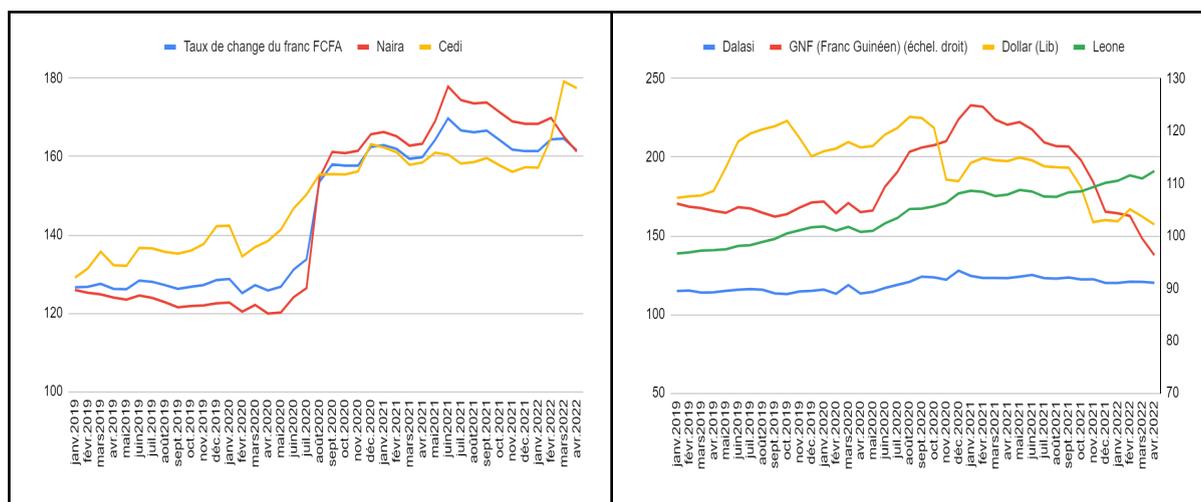


Sources : BCE

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est déprécié de 1,8% au cours du mois d'avril 2022 par rapport aux monnaies des autres pays, après son appréciation en mars 2022 (+0,1%). Hormis face à la leone sierra léonaise (+2,6%), le franc CFA s'est contracté vis-à-vis de toutes les autres monnaies de la sous-région (franc guinéen : -3,2%; dollar libérien : -3,1%, naira nigérian : -2,2%, cedi ghanéen : -0,9% et le dalasi gambien : -0,5%).

Graphique 5 : Evolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest

(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est apprécié de 1,2% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. Il enregistre une hausse de 12,1% à l'égard du cedi ghanéen et de 8,6% face à la leone sierra léonaise. En revanche, il s'est déprécié de 20,4% par rapport au franc guinéen et au dollar libérien, de 2,4% à l'égard du dalasi gambien et de 1,1% vis-à-vis du naira nigérian. En particulier, la dégradation de la situation économique du Ghana explique la faiblesse de la monnaie de ce pays par rapport au franc CFA.

II. ACTIVITES ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production de biens et services

Les indicateurs de la conjoncture interne disponibles sont ceux à fin mars 2022. Ils font ressortir un renforcement de l'activité économique. En glissement annuel, la production industrielle a augmenté de 3,2% et le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est accru de 9,1%. En outre, les prestations des services marchands et financiers ont enregistré des hausses respectives de 8,0% et 12,5%, après des progressions de 8,5% et 12,5% le mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une amélioration de l'activité, en raison notamment de la poursuite de grands chantiers de construction d'infrastructures socioéconomiques dans certains pays de l'Union.

2.1.1. Production industrielle

La production industrielle, en glissement annuel, a augmenté de 3,2%, après une réalisation de 3,7% en février 2022. L'activité industrielle est essentiellement tirée par l'industrie manufacturière (+2,0 points de pourcentage de contribution contre +2,8 points le mois précédent), l'industrie extractive (+0,9 point contre +0,1 point le mois précédent), l'industrie textile (+0,5 point contre -0,9 point le mois précédent) et, dans une moindre mesure, la production d'eau et d'électricité (+0,3 point de pourcentage contre +0,8 point le mois précédent).

Tableau 1 : Evolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	mars	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
Production des activités extractives	0,1	-0,6	-1,6	0,2	0,1	0,9
Minerais métalliques	0,2	-1,8	0	-0,6	0,4	1,6
Industries manufacturières	-5,2	0,7	6,8	-0,1	2,8	2
Articles d'habillement	-2,1	-0,5	2,8	-0,4	2,3	2,5
Produits chimiques	-1,9	-2,0	0,4	-0,5	-0,9	0,6
Autres produits minéraux non métalliques	0,1	0,4	0,1	0,0	0,3	-0,2
Electricité, eau et gaz	0,5	0,8	-0,1	0,4	0,7	0,3
Indice Général	-4,6	0,9	5,1	0,5	3,6	3,2

Source : BCEAO, (*) données provisoires

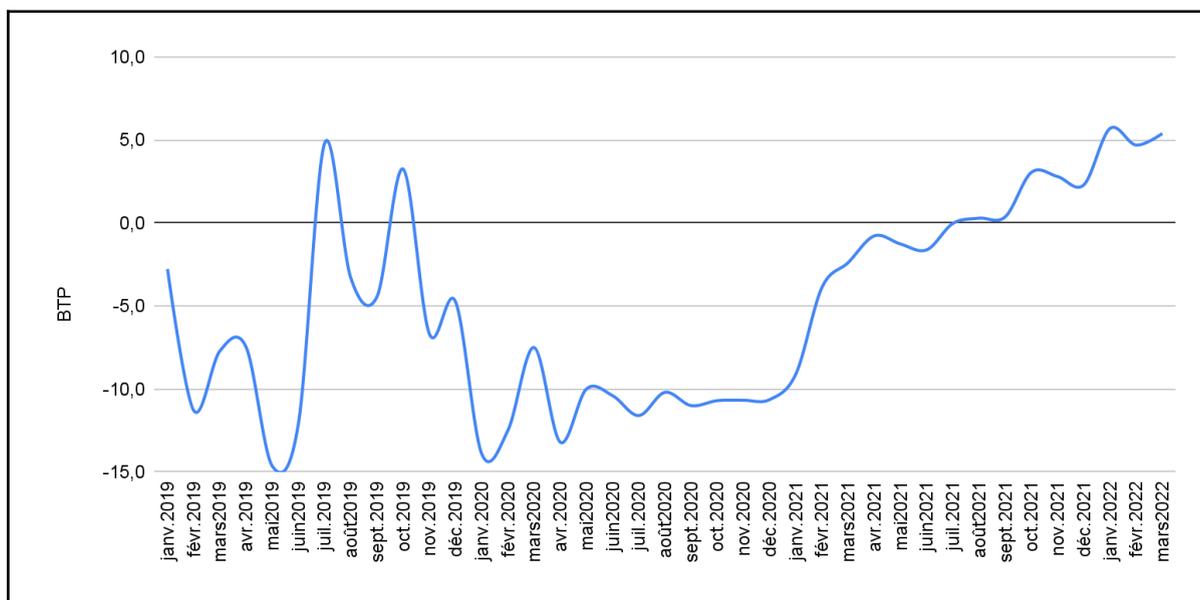
En outre, en variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), s'est inscrit sur une tendance haussière, avec une hausse de 0,5% en mars 2022, après un accroissement de 5,1% le mois précédent. L'orientation favorable des activités industrielles est imputable à la hausse de l'activité de production d'eau et d'électricité (+0,4 point de pourcentage de contribution) et des activités extractives (+0,2 point de pourcentage de contribution).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données du mois de mars 2022 de l'enquête auprès des chefs d'entreprise font état d'une amélioration de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif,

ressortant à +5,4 points contre +4,7 points un mois plus tôt. Par pays, une amélioration de l'activité des BTP a été relevée au Sénégal (+18,9 points), en Côte d'Ivoire (+7,7 points), au Bénin (+7,3 points) et en Guinée-Bissau (+5,2 points). En revanche, un repli de l'activité a été observé au Togo (-4,4 points), au Burkina (-4,0 points), au Mali (-3,1 points) et au Niger (-1,9 point).

Graphique 6 : Evolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA (écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

Le rythme de progression du chiffre d'affaires du commerce de détail, en glissement annuel, reste élevé, s'établissant à 9,1% en mars 2022, après une hausse de 10,9% le mois précédent. La hausse de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des produits pétroliers (+4,3 points de pourcentage de contribution), des produits de l'alimentation (+3,1 points de pourcentage de contribution), des produits de logement (+0,6 point) et des produits d'automobiles, motocyclistes et pièces détachées (+0,5 point).

Tableau 2 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires, données CVS-CJO (contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	mars	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
Produits de l'alimentation	-1,6	0,7	3,9	0,3	3,4	3,1
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-1,1	0,4	3,7	0,0	3,7	3,4
Equipement de la personne	0,0	0,1	0,2	-0,1	0,3	0,1
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,0	0,1	0,2	-0,1	0,3	0,1
Equipement de logement	-1,3	0,1	0,1	-0,5	1,3	0,6
Automobiles, motocycles et pièces détachées	-0,2	-0,3	-0,1	0,2	0,0	0,5
dont véhicules automobiles neufs	-0,1	-0,5	-0,1	-0,2	-0,3	0,0
Produits pétroliers	-4,3	-1,3	3,9	-3,0	6,2	4,3
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	-0,2	-0,6	-2,4	0,5	-0,9	0,2
dont produits pharmaceutiques et médicaux	-0,2	-0,6	-2,4	0,5	-1,0	0,2
Produits divers	0,3	-0,1	-0,4	-0,2	0,3	0,2
INDICE GLOBAL	-7,2	-1,5	5,3	-2,7	10,5	9,1

Source : BCEAO (*) données provisoires

Le chiffre d'affaires (ICA) du commerce de détail a connu une détérioration, en variation mensuelle, avec une baisse de 2,7% au cours du mois de mars 2022, après une augmentation de 5,3% un mois plus tôt. La baisse de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des ventes des produits pétroliers (-3,0 points de pourcentage de contribution) et des produits de logements (-0,5 point). Les fortes pressions inflationnistes, qui ont réduit le pouvoir d'achat des ménages, expliquent la baisse des ventes de détail en mars 2022.

2.1.4. Services marchands

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont maintenu leur cadence à la hausse en mars 2022 (+8,0% contre 8,5%). L'accroissement du chiffre d'affaires des services marchands non financiers est observé dans tous les pays de l'UEMOA. Les hausses les plus importantes ont concerné le Bénin (+11,3%), le Sénégal (+11,2%), le Togo (+8,8%), le Niger (+8,3%), la Côte d'Ivoire (+7,6%), le Mali (+7,4%) et la Guinée-Bissau (+6,1%). Le Burkina (+3,4%) a connu une hausse plus modérée.

Tableau 3 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	février	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
Bénin	2,9	-1,0	2,5	2,1	7,9	11,3
Burkina	-6,6	3,2	-6,9	1,5	5,2	3,4
Côte d'Ivoire	4,1	1,5	4,1	0,7	8,4	7,6
Guinée-Bissau	-4,7	0,5	0,2	0,2	6,4	6,1
Mali	1,3	0,3	0,0	1,8	5,8	7,4
Niger	-5,0	8,1	-4,9	4,7	11,9	8,3
Senegal	-2,1	1,0	-2,3	3,9	8,1	11,2
Togo	-7,1	11,6	2,6	-0,5	22,0	8,8
INDICE GLOBAL	-0,1	2,2	0,3	1,7	8,5	8,0

Source : BCEAO (*) données provisoires

S'agissant des services financiers, leur accroissement est observé dans tous les pays de l'UEMOA sur un rythme annuel. Les hausses les plus importantes ont concerné la Côte d'Ivoire (+16,3%), le Bénin (+15,5%), le Sénégal (+11,9%), le Niger (+10,3%), le Togo (+10,0%) et le Mali (+10,0%). La Guinée-Bissau (+8,0%) et le Burkina (+7,3%) enregistrent une progression plus modérée.

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers ont connu une hausse de 1,7% en mars 2022, après celle de 0,3% un mois plus tôt. S'agissant des services financiers, leur évolution entre février et mars 2022 a été positive (+1,1%) après une baisse de 1,2% en février 2022.

Tableau 4 : Variation des services marchands financiers (en %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	février	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
Bénin	0,0	1,6	1,2	-1,7	19,3	15,5
Burkina	-1,9	2,0	0,3	1,2	8,2	7,3
Côte d'Ivoire	2,6	-5,7	-3,2	0,8	8,8	16,3
Guinée-Bissau	-7,0	-2,9	-2,2	-1,6	6,5	8,0
Mali	-6,7	18,1	-5,3	10,3	14,9	7,3
Niger	-2,4	-1,1	-5,9	-3,9	13,6	10,3
Senegal	-4,2	5,1	3,4	-0,5	18,2	11,9
Togo	1,9	-1,5	-1,6	0,5	7,8	10,0
INDICE GLOBAL	-1,0	1,0	-1,2	1,1	12,5	12,5

Source : BCEAO (*) données provisoires

2.2. Inflation

Le rythme de progression de l'inflation s'est accéléré dans les pays de l'Union, en liaison notamment avec la fermeté des prix des produits alimentaires et ceux des composantes "Transport" et "Logement".

Le taux d'inflation ressortirait, en glissement annuel, à 6,8% en avril 2022, contre une réalisation de 6,6% en mars 2022 et 6,1% en février 2022. L'accélération du rythme de progression du niveau général des prix est essentiellement imputable à la fermeté des prix des produits alimentaires et aux composantes «Logement» et «Transport», dont les contributions globales à l'inflation totale sont passées respectivement de 0,4 point de pourcentage et 0,2 point de pourcentage en mars 2022 à 0,5 point et 0,3 point de pourcentage respectivement en avril 2022.

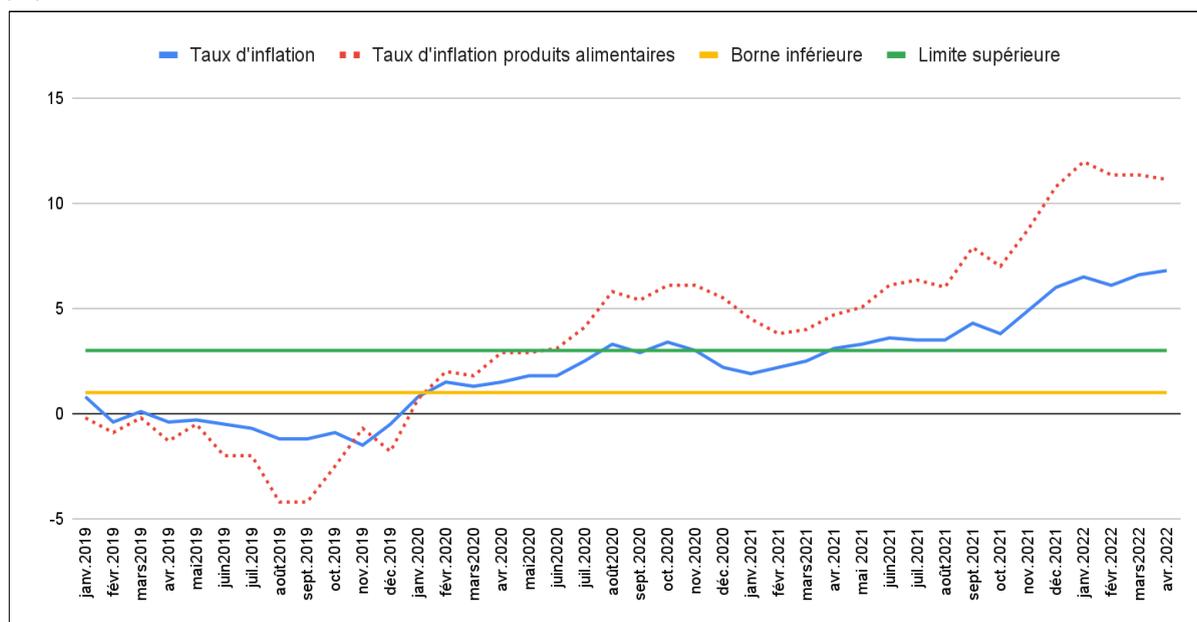
La hausse des prix de la composante «Alimentation» est ressortie à 12,1% en avril après une réalisation de 12,4% en mars 2022. Cette évolution est en lien avec le renchérissement des céréales, avec un accroissement des prix au Burkina (+43,4%), au Mali (+20,4%), au Niger (+11,8%) et au Sénégal (+4,7%), du fait de la baisse de la production céréalière et de l'exacerbation des difficultés d'approvisionnement des marchés. L'envolée des cours internationaux des denrées alimentaires importées par l'Union, en lien avec la crise russo-ukrainienne, les deux pays assurant environ 30% de l'offre mondiale de blé, et la hausse exponentielle du coût de fret, ont contribué à l'accentuation des tensions sur les prix.

La hausse des prix de la composante «Transport» traduit celle des prix des services de transports terrestres et aériens, consécutive au relèvement des prix à la pompe des carburants dans certains pays de l'Union. En effet, avec la progression de 62,7% des cours mondiaux de pétrole brut, en variation annuelle, les prix à la pompe de l'essence ont été revus à la hausse en Côte d'Ivoire (+9,4% pour le super) en avril 2022. Cette augmentation des prix à la pompe s'ajoute à celle déjà opérée en mars 2022 au Bénin (+10,1%), au Mali (+14,9%) et au Togo (+17,8%).

S'agissant de la fonction «Logement», les tensions enregistrées sont imputables à la hausse des prix des combustibles solides (+1,3%) et liquides (+16,2%), plus particulièrement du gasoil et, dans une moindre mesure, du bois et du charbon de bois. Le renchérissement du gasoil domestique est observé au Bénin (+26,8%), au Mali (+17,5%) et au Togo (+16,4%), en lien avec la hausse des cours mondiaux. En ce qui concerne le bois et le charbon de bois, les tensions sont relevées au Togo (+20,0%), au Niger (+10,5%) et au Sénégal (+4,1%), en raison de l'accroissement des coûts d'acheminement vers les grands centres urbains.

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix les plus volatils, est ressorti à 5,0% en avril 2022, après une réalisation de 4,5% en mars 2022. Cette évolution est en lien avec la hausse des prix de certaines denrées alimentaires, notamment les huiles (+17,1%), les légumes secs (+18,1%), les farines (+17,9%) et la viande (+8,6%). Au total, les tensions sur les prix de ces denrées alimentaires expliquent 62,3% de la hausse de l'inflation sous-jacente. Quant aux produits non alimentaires inclus dans l'inflation sous-jacente, les tensions concernent notamment les services de transport et de restauration.

Graphique 7 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

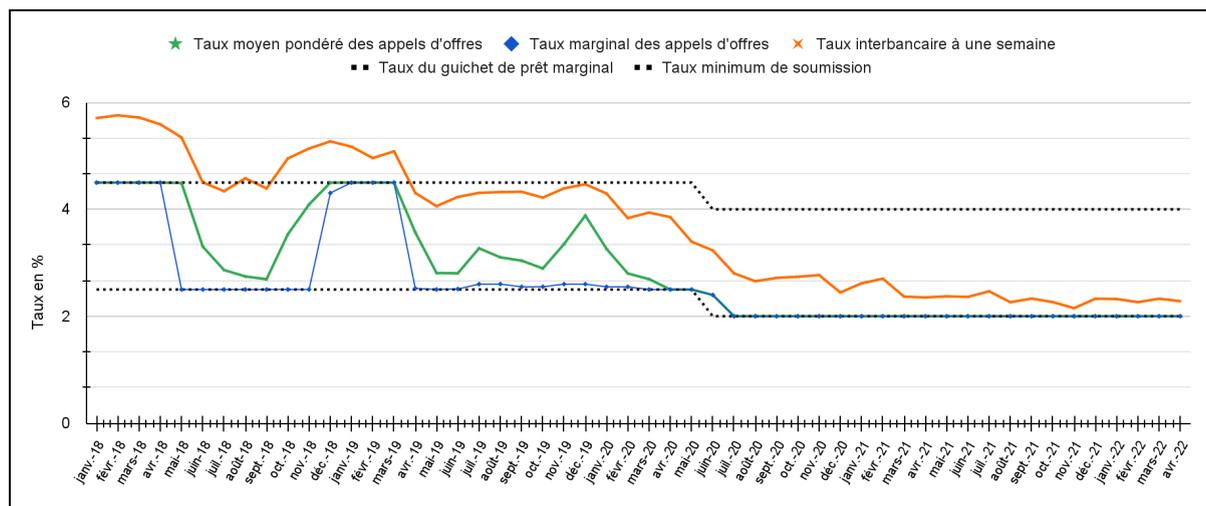
III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITÉ ET SITUATION MONETAIRE

Avec le maintien de l'orientation accommodante de la politique monétaire de la BCEAO depuis le déclenchement de la crise sanitaire, les conditions de financement dans les économies de l'UMOA sont demeurées favorables. Le financement des plans de relance des Etats et de l'activité du secteur privé s'est traduit par une croissance soutenue des agrégats monétaires.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

Au cours du mois d'avril 2022, les conditions sur le marché monétaire sont restées globalement favorables. Sur les guichets d'adjudication de la Banque Centrale, les injections de liquidité se sont poursuivies au taux fixe de 2,00% en vigueur depuis le 24 juin 2020. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine est ressorti à 2,28% en avril 2022 contre 2,33% un mois plus tôt. En avril 2021, ce taux se situait à 2,35%.

Graphique 8 : Evolution mensuelle des taux d'intérêt sur le marché monétaire



Sources : BCEAO

3.2. Taux d'intérêt débiteurs

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de mars 2022 ont connu une hausse par rapport au mois précédent. En effet, hors charges et taxes, le taux débiteur moyen est ressorti à 6,28%, contre 6,25% un mois auparavant et 6,26% un an plutôt. Le coût du crédit bancaire a augmenté au Togo (6,85% contre 6,02%), au Burkina (6,98% contre 6,94%) et au Sénégal (5,49% contre 5,48%). En revanche, des baisses sont notées en Guinée-Bissau (7,80% contre 8,57%), au Mali (7,49% contre 7,93%), au Bénin (6,90% contre 7,23%), en Côte d'Ivoire (5,75% contre 5,84%) et au Niger (8,15% contre 8,23%).

Les taux d'intérêt créditeurs des dépôts à terme se sont repliés d'un mois à l'autre pour s'établir à 5,25%, contre 5,24% un mois auparavant. Par pays, une hausse de la rémunération des dépôts est notée au Burkina (6,08% contre 5,02%) et au Togo (5,86% contre 5,27%). Par contre, une baisse de la rémunération des dépôts est relevée en Guinée-Bissau (3,42% contre 4,30%), au Mali (4,57% contre 5,09%), au Sénégal (5,39% contre 5,66%), en Côte d'Ivoire (4,58% contre 4,76%), au Bénin (5,23% contre 5,38%) et au Niger (5,81% contre 5,85%).

3.3. Liquidité bancaire

Au mois d'avril 2022, la liquidité propre des banques a connu une dégradation de -438,8 milliards de francs CFA. Cette baisse est consécutive à l'incidence négative des versements nets de billets aux guichets des banques (-292,9 milliards), ainsi que de leurs opérations avec les Trésors et les autres facteurs nets (-633,7 milliards). En revanche, le solde des transferts nets avec l'Extérieur (+487,9 milliards) a atténué la dégradation de la position structurelle de la liquidité des banques.

Tableau 5 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques (montants en milliards de FCFA)

Variation des facteurs autonomes (en milliards)	avr-21 / mars-21	mars-22 / févr-22	avr-22 / mars-22
Circulation fiduciaire (1)	78,1	-239,1	292,9
Transferts nets des banques (2)	230,3	-189,7	487,9
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	-59,6	-262,1	-633,7
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) - (1)	92,6	-212,7	-438,8
Réserves obligatoires (5)	-8,6	75,2	-15,3
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) - (4)	-101,3	288,0	423,6
Refinancements (7)	-109,9	95,3	378,1
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	-17,2	-117,4	-60,7

Source : BCEAO

Durant le même mois d'avril 2022, les banques de l'UEMOA ont augmenté leur recours au refinancement de la Banque Centrale (+378,1 milliards). En ligne avec ces évolutions, la liquidité bancaire a connu un recul de 60,7 milliards par rapport au mois de mars 2022.

Tableau 6 : Répartition des refinancements suivant les guichets²

Valeurs en milliards	Encours			Variation	
	avr. 21	mars 22	avr. 22	mars-22 / févr-22	avr-22 / mars-22
Guichet hebdomadaire	3 236,4	4 044,8	4 468,2	44,6	423,4
Guichet mensuel	1 591,6	1 662,3	1 599,5	69,3	-62,9
Guichet de prêt marginal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guichet de relance	66,0	236,4	247,7	-18,6	11,3
Guichet de Soutien et de Résilience	0,0	122,8	129,1	0,0	6,3
Refinancement total de la Banque Centrale	4 894,0	6 066,3	6 444,4	95,3	378,1

Source : BCEAO

L'analyse de la constitution de réserves obligatoires au cours de la période allant du 16 mars 2022 au 15 avril 2022 fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport au niveau des réserves requises. Les réserves excédentaires des banques sont ressorties à 2.222,9 milliards, soit 219,5% des réserves requises, contre 2.274,5 milliards ou 221,2% à la précédente période.

² Les données des encours ne concernent que les banques

Tableau 7 : Niveau des réserves excédentaires selon la présence au refinancement (montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves excédentaires	RO	En % des réserves requises	Réserves excédentaires	RO	En % des réserves requises	Réserves excédentaires	En % des réserves requises
Bénin	32,6	53,5	60,9	8,3	15,0	55,3	40,9	59,6
Burkina	86,1	99,8	86,3	105,6	21,5	490,2	191,6	158
Côte d'Ivoire	192,7	222,6	86,6	961,1	189,2	508	1 153,8	280,2
Guinée-Bissau	2,2	4,3	51,4	5,7	2,0	292,9	7,9	127,2
Mali	76,9	117,9	65,3	9,7	6,4	153,4	86,7	69,8
Niger	33,3	39,9	83,5	8,2	1,3	646,9	41,5	100,9
Sénégal	117,9	116,7	101	506,4	70,5	718	624,3	333,5
Togo	32,0	25,7	124,4	44,2	26,7	165,8	76,2	145,5
UMOA	573,7	680,3	84,3	1 649,2	332,5	496,0	2 222,9	219,5

Source : BCEAO, RO : Réserves Obligatoires.

3.4 Situation monétaire

La masse monétaire poursuit son ralentissement, avec un rythme annuel de progression passant de 13,8% en février à 11,9% en mars 2022, en lien avec la dégradation des actifs extérieurs nets (AEN). Sous l'angle de ses composantes, cette évolution s'est traduite par un accroissement de 10,6% de la circulation fiduciaire et une consolidation des dépôts de 12,3%.

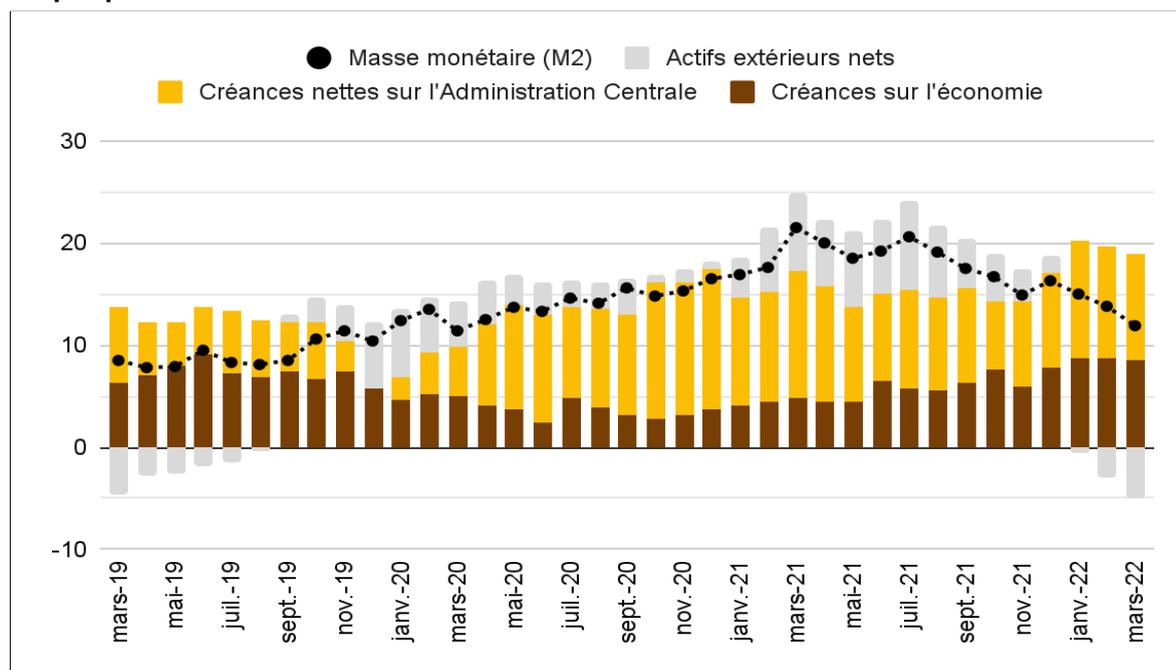
Tableau 8 : Situation monétaire à fin mars 2022 (montants en milliards de FCFA)

					Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
	févr.-21	mars-21	févr.-22	mars-22	Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
Masse monétaire (M2)	36 393,0	37 602,7	41 423,6	42 085,7	0,6	1,6	13,8	11,9
Actifs extérieurs nets	8 501,3	8 962,7	7 412,7	7 086,4	-3,9	-4,4	-12,8	-20,9
Créances intérieures	36 882,6	37 828,0	44 036,2	44 942,1	1,2	2,1	19,4	18,8
Créances nettes sur APUC	12 447,7	13 141,6	16 395,0	17 037,9	2,5	3,9	31,7	29,6
Créances sur l'économie	24 434,8	24 686,4	27 641,2	27 904,2	0,4	1,0	13,1	13,0

Source : BCEAO

Du point de vue de ses contreparties, l'évolution de la masse monétaire (+4.483,0 milliards) résulte essentiellement de la hausse des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes de 7.114,2 milliards et de la dégradation des AEN de 1.876,2 milliards.

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.4.1 Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets se sont détériorés de 1.876,2 milliards à fin mars 2022, reflétant la baisse des AEN de la Banque Centrale (-1.664,2 milliards) et de ceux des autres institutions de dépôt (-212,1 milliards). En effet, l'allocation de DTS effectuée par le FMI en août 2021 a accru les engagements extérieurs de l'Union dans un contexte où les sorties nettes de ressources vers l'extérieur effectuées par les agents économiques de l'Union ont été importantes (2.003,9 milliards sur la période de avril 2021 à mars 2022).

Les réserves de change de la Banque Centrale ont baissé, sur un an, de 163,5 milliards pour ressortir à 13.501,9 milliards. Ce niveau de réserves assure aux économies de l'Union 5,2 mois d'importations de biens et services, après une réalisation de 5,8 mois en février 2022. Il correspond à un taux de couverture de l'émission monétaire de 79,9% contre 80,8% le mois précédent.

3.4.2 Les créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en glissement annuel, de 18,8% pour s'établir à 44.942,1 milliards en mars 2022, en liaison avec la hausse des créances nettes sur les administrations publiques centrales (APUC) et des concours à l'économie.

Le financement des déficits des Etats, en lien avec les besoins induits par la crise de la Covid-19 et l'exécution de plans de relance, a contribué à accroître les créances nettes des institutions de dépôt sur les administrations publiques centrales. Le rythme de progression de ces créances nettes sur les APUC est demeuré soutenu, ressortant à 29,6% en mars 2022 contre 31,7% le mois précédent. En particulier, les concours des banques aux Etats sous forme d'acquisition de titres publics se sont accrus, en glissement annuel, de 2.449,8 milliards ou 18,4%, contre 19,6% un mois plus tôt.

La dynamique de reprise des créances sur l'économie s'est poursuivie avec une croissance annuelle de 13,0% contre 13,1% un mois plus tôt. Les crédits accordés aux ménages et aux Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) se sont accrus de 10,1%, après 8,1% le mois précédent. L'encours des crédits accordés aux entreprises privées a également enregistré une hausse de 17,0%, après l'accroissement de 16,5% observé un mois plus tôt. Le rythme de progression annuel du financement de l'économie par les banques sous forme d'acquisition de titres de dettes reste soutenu en s'établissant à 14,3% en mars 2022 contre 19,1% en février 2022.

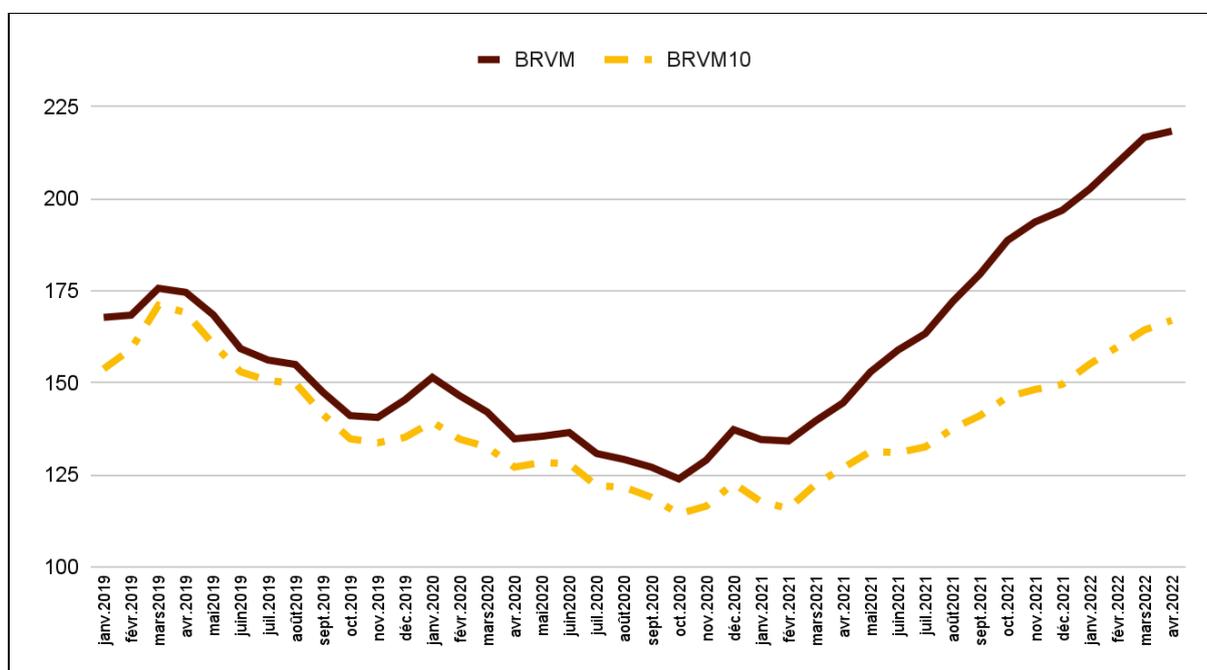
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

Les activités du marché boursier régional ont connu des évolutions contrastées au début du mois de mai 2022. En revanche, les Etats ont levé plus de ressources par rapport au mois précédent sur le marché des titres de dette publique.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité du marché ont affiché des évolutions contrastées. L'indice global, le BRVM Composite, a enregistré un repli de 0,8% à la date du 10 mai 2022 par rapport à sa valeur moyenne du mois d'avril 2022 où il a présenté une progression de 0,9% pour s'établir à 216,8 points. En revanche, l'indice des dix valeurs les plus actives, le BRVM 10, a enregistré une progression de 0,7% sur la même période à 168,2 points, après une augmentation de 1,8% en avril 2022. En glissement annuel, les indices BRVM composite et l'indice BRVM 10 se sont renforcés respectivement de 50,1% et 31,6% par rapport à avril 2021.

Graphique 10 : Evolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)

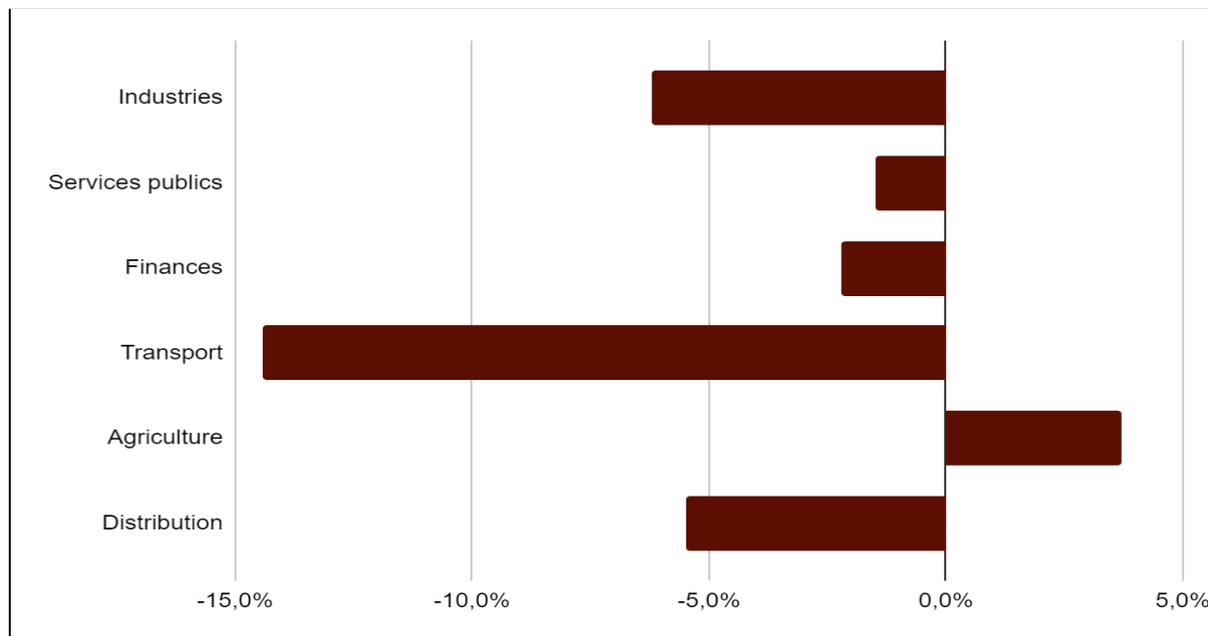


Source : BRVM

La capitalisation boursière totale s'est contractée de 1,4% pour se chiffrer à 14.163,3 milliards à la date du 10 mai 2022 par rapport à sa valeur de fin avril 2022. Cette orientation baissière a été imprimée par les replis des indices des branches « Transport » : -14,4%, « Industrie » : -6,2%, «

Distribution » : -5,5%, « Finance » : -2,2% et « Services Publics » : -1,5%. En revanche, la branche « Agriculture » : +3,7% a enregistré une augmentation. En glissement annuel, la capitalisation boursière s'est accrue de 32,6% en avril 2022 comparée à la même période de l'année précédente.

Graphique 11 - Evolution des indices sectoriels de la BRVM en mai 2022



Source : BRVM

dernières observations le 10 mai 2022

4.2. Marché des titres de la dette publique

Le mois d'avril 2022 a été marqué par la reprise des émissions des Obligations de Relance (OdR) et des Bons de Soutien et de Résilience (BSR) sur le marché financier régional. La reconduction de ces instruments vise à favoriser la levée des ressources à des conditions favorables sur le marché régional, en vue de conforter la reprise économique en cours dans les Etats membres. Toutefois, les opérations sur le marché des titres de la dette publique se sont soldées par une baisse du montant global et des taux d'intérêt par rapport à la même période de l'année précédente. En effet, le montant global des ressources mobilisées par les Etats membres de l'Union s'est établi à 585,3 milliards, dont 127,6 milliards de bons (21,8% du total) et 457,7 milliards d'obligations (78,2% du total). Les BSR et les OdR émis sont ressortis respectivement à 66,0 milliards et 403,7 milliards. Le montant global est en baisse, en glissement annuel, en raison de la réduction des montants émis sur les bons (-35,9%), atténuée par la progression des obligations (+4,8%). En revanche, en variation mensuelle, le volume des émissions s'est accru de 152,1 milliards, en liaison avec la hausse du volume des obligations du Trésor de 185,5 milliards (+68,2%), atténuée par le recul de celui des bons de 33,4 milliards (-20,7%).

Le taux de couverture³ des émissions de titres publics s'est établi, en moyenne, à 169,6% en avril 2022, contre 193,7% un mois plutôt et 267,4% un an auparavant.

³ Le taux de couverture est défini comme le rapport du montant des souscriptions au montant sollicité lors du lancement des émissions.

Tableau 9 : Ressources mobilisées par les Etats en avril 2022 (en milliards)*(Montants en milliards)*

	avril 2021	2022		Variation		Variation (%)	
		mars	avril	mensuelle	annuelle	mensuelle	annuelle
Bons	199,0	161	127,6	-33,4	-71,4	-20,7	-35,9
Obligations	436,6	272,2	457,7	185,5	21,1	68,2	4,8
Total	635,6	433,2	585,3	152,1	-50,3	35,1	-7,9

Sources : UMOA-Titres, BCEAO.

L'évolution des taux d'intérêt est apparue contrastée d'un mois à l'autre sur les compartiments des bons et des obligations du Trésor. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré⁴ des bons s'est établi à 2,67% en avril 2022, soit une baisse de 11 points de base (pdb) par rapport au mois précédent. Il a également affiché un repli de 50 pdb par rapport à son niveau d'avril 2021. La détente des taux sur les titres de court terme est liée au renouvellement, en avril 2022, du programme des BSR, qui offre des conditions plus avantageuses aux investisseurs.

Pour ce qui est des émissions obligataires, le rendement moyen⁵ s'est accru de 7 pdb pour se situer à 5,46% en avril 2022, contre 5,39% en mars 2022. En glissement annuel, il affiche un repli de 48 pdb.

Tableau 10 : Evolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les Etats en octobre 2021*(En pourcentage)*

	avril 2021	2022		Variation	
		mars	avril	mensuelle	annuelle
Bons	3,17	2,78	2,67	-0,11	-0,50
Obligations	5,94	5,39	5,46	0,07	-0,48
Total	5,07	4,42	4,85	0,11	-0,51

Sources : UMOA-Titres, BCEAO.

V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA

Sur les deuxième et troisième trimestres 2022, la reprise économique se poursuivrait dans l'Union, en lien avec la baisse des contaminations à la Covid-19 et l'exécution des plans de relance. Les performances des économies de l'UEMOA seraient tirées par la bonne tenue des services et de l'industrie manufacturière, ainsi que par la hausse continue des prix des principaux produits de base exportés. Ces perspectives demeurent encore entourées de risques baissiers, en liaison avec de fortes incertitudes relatives à l'évolution de la crise sanitaire, à l'environnement sécuritaire dans l'Union, à l'orientation des cours du pétrole ainsi qu'à l'impact des tensions géopolitiques dans le monde.

⁴ Le taux moyen pondéré correspond au taux moyen sur les soumissions pondéré des montants retenus.

⁵ Le taux de rendement moyen correspond au taux de rentabilité actuariel obtenu en gardant l'obligation jusqu'à l'échéance.

5.1. Perspectives de croissance dans l'UEMOA

Pour les prochains mois, les économies de l'Union poursuivraient la reprise entamée depuis le mois de juin 2020. Cette dynamique serait tirée par la hausse attendue des demandes intérieure et extérieure, du fait de l'amélioration continue dans certains secteurs d'activités (transport, tourisme, hôtellerie, etc.).

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture menée par la BCEAO, l'activité économique serait bien orientée dans l'ensemble des secteurs. Les chefs d'entreprise interrogés anticipent de meilleures performances, en lien avec l'accroissement de la demande. L'accélération serait notée au niveau des branches commerciales, des industries manufacturière et extractive, ainsi que des services marchands.

Selon les prévisions effectuées par la BCEAO, l'activité économique, en variation annuelle, maintiendrait sa tendance haussière aux deuxième et troisième trimestres 2022 (+5,4% et 5,2% respectivement), après une réalisation de +5,6% le trimestre précédent. Les performances économiques des pays de l'UEMOA seraient tirées par la bonne tenue des services et des activités de commerce.

Tableau 11 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA (%)

	Réalizations				Estimation	Prévisions	
	1T2021	2T2021	3T2021	4T2021	1T2022	2T2022	3T2022
Secteur primaire	0,2	1,3	0,4	0,3	0,3	1,0	0,4
Agriculture vivrière	0,1	0,7	0,3	-0,2	0,1	0,5	0,3
Agriculture de rente (ou exportation)	0,3	3,5	0,3	0,9	0,4	2,6	0,3
Sylviculture							
Pêche	0,2	1,0	1,7	3,5	0,3	0,7	1,5
Secteur secondaire	6,4	10,0	8,0	6,5	9,4	7,4	7,2
Activités extractives	10,2	13,1	9,2	6,9	15,0	9,7	8,2
Industries manufacturières	3,9	8,0	5,7	4,0	5,7	5,9	5,1
Production et dist. Électricité, gaz et eau	2,2	1,0	-0,1	-1,7	3,2	0,7	-0,1
BTP	9,7	14,3	13,9	13,5	14,3	10,6	12,5
Secteur tertiaire	4,3	9,2	7,2	7,4	6,3	6,8	6,5
Commerce	3,9	12,5	8,5	9,6	5,7	9,2	7,6
Transports, postes et communications	7,5	13,8	11,8	10,5	11,1	10,2	10,6
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	3,5	7,3	5,3	5,7	5,2	5,4	4,8
Services non marchands	3,1	3,7	3,9	4,4	4,6	2,7	3,5
Impôts et taxes	3,6	5,4	6,8	7,7	5,3	4,0	6,1
Produit Intérieur Brut	3,8	7,3	5,8	5,7	5,6	5,4	5,2

Source : BCEAO

5.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union

Selon les estimations, la masse monétaire de l'Union se situerait à 42.366,8 milliards en avril 2022 contre une réalisation de 37.524,8 milliards un an plus tôt. La hausse de 4.842,1 milliards (+12,9%), qui en résulterait, serait imputable à la progression de 7.427,0 milliards (+19,6%) des créances intérieures et au recul des AEN de 1.659,1 milliards.

En particulier, l'accroissement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+3.914,8 milliards ou +29,8%) et à celle des créances sur l'économie (+3.512,2 milliards ou +14,2%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, l'accroissement, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin avril 2022 par la hausse des dépôts (+3.957,7 milliards ou 13,8%) et de la circulation fiduciaire (+884,4 milliards ou 9,9%).

5.3. Perspectives d'inflation

Les informations disponibles font état d'une accélération du rythme de progression de l'inflation, en glissement annuel, à 6,9% à fin mai et 7,0% à fin juin 2022. Cette accélération des tensions inflationnistes serait en lien avec le renchérissement des produits pétroliers et alimentaires, induit par l'envolée des cours mondiaux suite à la guerre en Ukraine. Dans ce sillage, les prix des carburants, notamment celui du super, ont été revus à la hausse en Côte d'Ivoire (+9,4%), au Bénin (+10,1%), au Mali (+14,9%) et au Togo (+17,8%). Cette hausse des prix serait, toutefois, limitée par les mesures d'urgence prises par les Etats de l'Union pour lutter contre l'inflation.

Tableau 12 : Evolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 18	déc. 19	déc. 20	nov. 21	déc. 21	avril 22	mai 22	juin 22
Produits alimentaires et boissons	0,0	-0,5	1,8	3,8	4,7	5,3	5,4	5,5
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Habillement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Logement	0,3	0,2	-0,1	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5
Ameublement	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Santé	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Transport	0,3	0,1	0,0	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3
Communication	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres biens	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	1,1	-0,5	2,2	4,9	6,0	6,8	6,9	7,0

Sources : INS, BCEAO



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Evolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	mars	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
PRODUITS DE L'ALIMENTATION	-1,6	0,7	3,9	0,3	3,4	3,1
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	-0,3	0,2	0,0	0,4	-0,4	-0,2
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	-0,2	0,1	0,2	-0,1	0,1	-0,1
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-1,1	0,4	3,7	0,0	3,7	3,4
EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	0,0	0,1	0,2	-0,1	0,3	0,1
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,0	0,1	0,2	-0,1	0,3	0,1
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
EQUIPEMENT DU LOGEMENT	-1,3	0,1	0,1	-0,5	1,3	0,6
Ameublement, équipements et produits ménagers	-0,4	0,1	0,1	-0,2	0,3	0,0
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	-0,8	0,0	0,1	-0,3	1,0	0,6
AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIECES DETACHES	-0,2	-0,3	-0,1	0,2	0,0	0,5
Véhicules automobiles neufs	-0,1	-0,5	-0,1	-0,2	-0,3	0,0
Véhicules automobiles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Motocycles neufs	-0,2	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0
Motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	0,1	0,3	-0,1	0,4	0,3	0,4
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
PRODUITS PETROLIERS	-4,3	-1,3	3,9	-3,0	6,2	4,3
Produits pétroliers	-4,3	-1,3	3,9	-3,0	6,2	4,3
PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES	-0,2	-0,6	-2,4	0,5	-0,9	0,2
Produits pharmaceutiques et médicaux	-0,2	-0,6	-2,4	0,5	-1,0	0,2
Parfumerie et produits de beauté	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
PRODUITS DIVERS	0,3	-0,1	-0,4	-0,2	0,3	0,2
Machines de bureau et matériel et informatique	0,0	-0,4	0,0	0,0	-0,3	0,1
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	0,0	0,2	0,0	-0,1	0,1	-0,1
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres produits	0,3	0,0	-0,3	0,0	0,3	0,3
INDICE GLOBAL	-7,2	-1,5	5,3	-2,7	10,5	9,1

Source : BCEAO (*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2021		2022		2022	
	mars	mars	février	mars (*)	février	mars (*)
PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES	0,1	-0,6	-1,6	0,2	0,1	0,9
Pétrole brut et gaz naturel	0,2	-1,8	0	-0,6	0,4	1,6
Minerais d'uranium et de thorium	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Minerais métalliques	0,2	1,3	-1,2	0,6	-0,1	-0,7
Autres minerais	-0,2	-0,2	-0,5	0,1	-0,2	0,1
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	-5,2	0,7	6,8	-0,1	2,8	2
Produits alimentaires et de boissons	-2,1	-0,5	2,8	-0,4	2,3	2,5
Produits à base de tabac	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1
Textiles	-1,9	-2,0	0,4	-0,5	-0,9	0,6
Articles d'habillement	0,0	0,1	0,3	-0,1	1,5	1,3
Cuir; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	0,0	0,1	0,2	-0,1	0,1	-0,1
Papier, carton et articles en papier et en carton	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,1
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers raffinés	0,1	0,4	0,1	0,0	0,3	-0,2
Produits chimiques	-0,5	0,6	-0,2	-0,7	0,3	-1,1
Caoutchouc et matières plastiques	0,1	0,8	0,9	-0,2	0,7	-0,3
Autres produits minéraux non métalliques	-0,4	0,5	1,4	1,4	-1,7	-0,7
Produits métallurgiques de base	-0,1	0,3	0,8	0,0	0,2	-0,2
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	-0,7	0,0	-0,2	0,6	-0,3	0,3
Machines et matériel n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2	-0,2
Machines et appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres matériels de transport	0,0	0,0	0,2	-0,1	0,2	0,1
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	-0,1
Produits de récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU	0,5	0,8	-0,1	0,4	0,7	0,3
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	0,5	0,7	-0,1	0,4	0,6	0,2
Eau	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,2	0,1
Indice Général	-4,6	0,9	5,1	0,5	3,6	3,2

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST